

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - NOVEMBRE 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) au cours des onze premiers mois de l'année 2023 se déroule dans un contexte marqué par le ralentissement de l'inflation, qui demeure toutefois à des niveaux élevés et ce, malgré le reflux des cours des matières premières et l'orientation restrictive de la politique monétaire. En dépit de ce contexte, l'activité économique s'est relativement améliorée, sous l'effet notamment d'une augmentation de la valeur ajoutée agricole et de l'évolution favorable des activités tertiaires.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin novembre 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de près de 51,4 MM.DH, contre -47,9 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+9,2 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+5,7 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales...

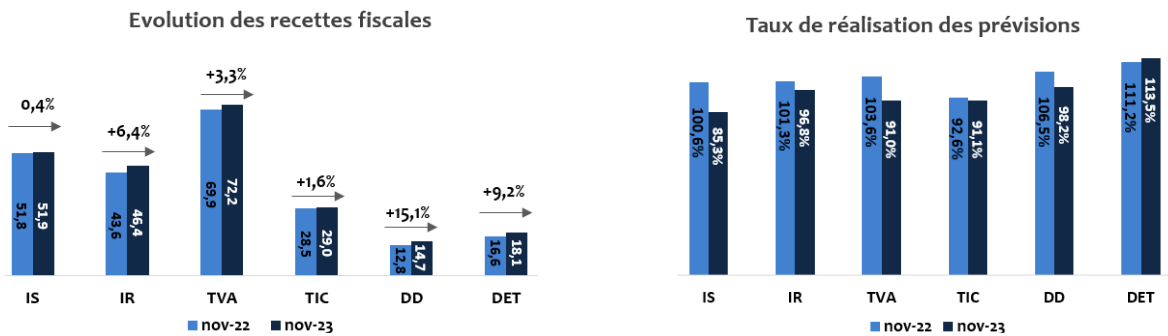
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 88% par rapport aux prévisions de la LF. Comparativement à fin novembre 2022, ces recettes ont affiché une hausse de 5,7 MM.DH ou 2,1%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 92,3%. Par rapport à fin novembre 2022, leur progression s'est élevée à 10 MM.DH ou 4,4%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à 14,9 MM.DH contre 16,1 MM.DH un an auparavant.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin novembre 2023, par rapport aussi bien aux prévisions de la LF 2023 qu'aux réalisations de la même période de l'année 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 85,3% et une légère augmentation de 190 M.DH (+0,4%). Cette évolution recouvre, d'un côté, une amélioration de l'IS sur les produits de placements à revenu fixe (+782 M.DH) et des recettes issues du contrôle fiscal (+304 M.DH) et, de l'autre, une diminution du complément de régularisation (-1,1 MM.DH) et des recettes au titre des trois premiers acomptes (-222 M.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 96,8% et une hausse de 2,8 MM.DH (+6,4%), reflétant, principalement, une amélioration notable des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,9 MM.DH) ainsi qu'une hausse de l'IR sur les particuliers et sur les profits fonciers de 730 M.DH et 369 M.DH, respectivement ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 95,7%. Les recettes à ce titre ont progressé de 4,3 MM.DH (+22%), reflétant notamment le redressement des dépenses de consommation des ménages. Cette évolution recouvre une hausse des recettes brutes de près de 3,2 MM.DH, conjuguée à une baisse des remboursements de 1,1 MM.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 88,8% et une baisse de 2 MM.DH (-4,0%) et ce, en relation notamment avec la diminution des importations (-4% à fin octobre 2023) ainsi que les mesures prises en faveur du secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 91,1% et une hausse de 469 M.DH (+1,6%), recouvrant, d'une part, une hausse des TIC sur les tabacs (+525 M.DH) et celles sur les produits autres qu'énergétiques (+74 M.DH) et, de l'autre, un repli des TIC appliquées sur les produits énergétiques (-130 M.DH) ;
- Les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 98,2% et ont marqué une hausse de 1,9 MM.DH (+15,1%) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est établi à 113,5%. Ces recettes ont progressé de 1,5 MM.DH (+9,2%), dont 1,1 MM.DH est attribué aux droits d'enregistrement.



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à 35,9 MM.DH et recouvrent notamment :

- 12,3 MM.DH au titre des recettes en provenance des établissements et entreprises publics, dont 7,4 MM.DH versés par l'OCF, 2,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 848 M.DH par Bank Al-Maghrib et 360 M.DH par Maroc Télécom ;
- 12,4 MM.DH au titre des « financements innovants » ;
- 8,2 MM.DH au titre des « produits divers » des ministères ;
- 1,9 MM.DH au titre des fonds de concours.

DEPENSES

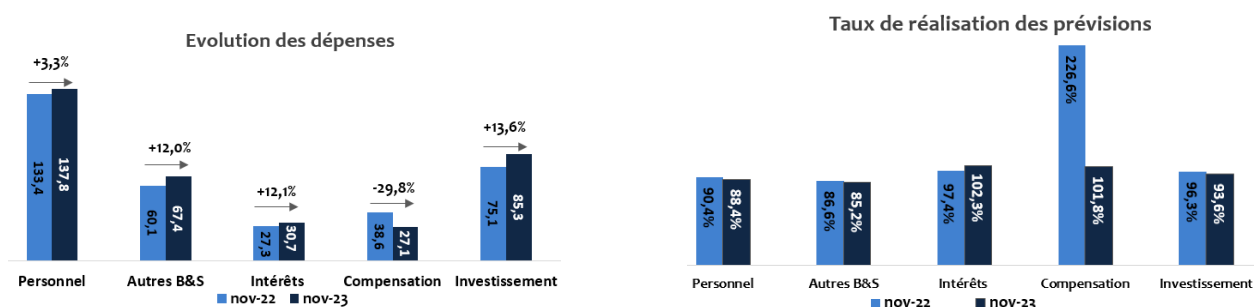
Exécution maîtrisée des dépenses globales...

Les dépenses ordinaires se sont établies à près de 262,9 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 90,2%. Par rapport à fin novembre 2022, ces dépenses ont progressé de près de 3,4 MM.DH, recouvrant, d'un côté, une hausse des dépenses au titre des biens et services (+11,6 MM.DH) et des intérêts de la dette (+3,3 MM.DH) et, de l'autre côté, une baisse des charges de la compensation (-11,5 MM.DH).

- L'exécution des dépenses de « biens et services » est marquée par des taux de réalisation de 88,4% des dépenses de personnel et de 85,2% des dépenses afférentes aux « autres biens et services ». Ces dépenses ont progressé de près de 4,4 MM.DH et 7,2 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont affiché une augmentation de 3,3 MM.DH par rapport à la même période de l'année précédente, suite principalement à la hausse des charges en intérêts au titre des emprunts extérieurs (+3,5 MM.DH) en relation avec l'augmentation du stock de la dette et des taux d'intérêt internationaux.
- Les charges de la compensation sont estimées à 27,1 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 101,8%. Ces charges recouvrent un montant de 15,3 MM.DH pour le gaz butane, 5,8 MM.DH pour le sucre, 3,7 MM.DH pour la farine nationale et 2 MM.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une baisse de 5 MM.DH par rapport à fin novembre 2022, en lien notamment avec la baisse des cours à l'international.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires font ressortir un solde ordinaire positif de 12,2 MM.DH, contre 9,9 MM.DH à fin novembre 2022.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 85,3 MM.DH, affichant un taux de réalisation de 93,6% et une progression de 10,2 MM.DH (+13,6%) comparativement à la même période de l'année 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 21,7 MM.DH contre 17,2 MM.DH à fin novembre 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant 18,9 MM.DH au titre des recettes du Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre et de 7 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,6 MM.DH un an auparavant.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par le recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 7,7 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 59,1 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 220,6 MM.DH, dont 211,1 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 279,7 MM.DH. Le niveau observé des amortissements au titre de la dette intérieure reflète la concentration des émissions intervenues, à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, reflétant notamment la préférence des investisseurs pour ces maturités durant cette période qui a été marquée par des anticipations de hausse des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à 293,8 MM.DH, dont 246,8 MM.DH sur le marché intérieur et 39,9 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées constitue un matelas pour préparer la couverture des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dont l'objectif est de réduire le risque de refinancement dans un contexte de volatilité des conditions de financement sur le marché intérieur. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie, afin d'optimiser le coût de financement des besoins du Trésor.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Nov	Loi de	Nov	Nov. 2023 / Nov. 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
I - RECETTES ORDINAIRES	269 434	312 721	275 116	2,1%	5 681	88,0%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	269 434	307 721	275 116	2,1%	5 681	89,4%
Recettes fiscales	225 596	255 273	235 592	4,4%	9 996	92,3%
- Impôts directs	97 839	113 165	101 580	3,8%	3 741	89,8%
- Impôts indirects	98 371	111 143	101 160	2,8%	2 789	91,0%
- Droits de douane	12 812	15 019	14 747	15,1%	1 935	98,2%
- Enregistrement et timbre	16 574	15 947	18 106	9,2%	1 532	113,5%
Recettes non fiscales	40 627	54 148	35 920	-11,6%	-4 707	66,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 770	19 464	12 297	4,5%	527	63,2%
- Autres recettes	28 857	29 684	23 623	-18,1%	-5 234	79,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 211	3 300	3 603	12,2%	392	109,2%
- Fonds de soutien des prix	341	600	383	12,3%	42	63,8%
- Fonds spécial routier	2 870	2 700	3 220	12,2%	350	119,3%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	317 366	378 396	326 523	2,9%	9 157	86,3%
DEPENSES ORDINAIRES	259 486	291 458	262 882	1,3%	3 396	90,2%
Biens et services	193 569	234 912	205 159	6,0%	11 590	87,3%
Personnel	133 424	155 794	137 780	3,3%	4 356	88,4%
Autres biens et services	60 145	79 117	67 379	12,0%	7 234	85,2%
Dettes publiques (1)	27 346	29 966	30 663	12,1%	3 317	102,3%
Intérieure	23 434	23 291	23 260	-0,7%	-174	99,9%
Extérieure	3 912	6 675	7 403	89,3%	3 491	110,9%
Compensation (2)	38 571	26 580	27 060	-29,8%	-11 511	101,8%
SOLDE ORDINAIRE	9 949	21 264	12 234	-	2 285	57,5%
INVESTISSEMENT	75 120	91 138	85 342	13,6%	10 222	93,6%
dont Fonds spécial routier	2 932	2 700	2 496			92,4%
SOLDE DES CST (3)	17 240	4 200	21 702	25,9%	4 462	516,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-47 932	-65 674	-51 407	-	-3 475	78,3%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-1 678		-7 709		-6 031	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-49 610	-65 674	-59 116	19,2%	-9 506	90,0%
FINANCEMENT INTERIEUR	39 337	13 142	28 653		-10 683	218,0%
Endettement intérieur	31 168		40 365		9 197	
Autres opérations	8 168		-11 712		-19 880	
FINANCEMENT EXTERIEUR	10 273	52 532	30 463		20 190	58,0%
Tirages	19 591	60 000	39 945		20 354	
Amortissements	-9 318	-7 468	-9 482		-164	

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Nov	Loi de	Nov	Nov. 2023 / Nov. 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
RECETTES FISCALES	225 596	255 273	235 592	4,4%	9 996	92,3%
Impôts directs	97 839	113 165	101 580	3,8%	3 741	89,8%
Taxe professionnelle	83	128	93	12,0%	10	72,6%
Impôt sur les sociétés (I.S)	51 756	60 914	51 946	0,4%	190	85,3%
Impôt sur le revenu (I.R)	43 603	47 931	46 380	6,4%	2 777	96,8%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	43	0	16	-	-27	-
Taxe d'habitation	11	14	10	-9,1%	-1	72,9%
Majorations	1 622	3 349	2 003	23,5%	381	59,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	672	800	1 072	-	400	134,0%
Autres impôts directs	49	30	60	22,4%	11	202,7%
Impôts indirects	98 371	111 143	101 160	2,8%	2 789	91,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	69 864	79 330	72 184	3,3%	2 320	91,0%
(Intérieure)	19 692	25 113	24 030	22,0%	4 338	95,7%
(Importation)	50 172	54 217	48 154	-4,0%	-2 018	88,8%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	28 507	31 813	28 976	1,6%	469	91,1%
(Tabacs)	11 270	12 500	11 795	4,7%	525	94,4%
(Produits énergétiques)	14 714	16 602	14 584	-0,9%	-130	87,8%
(Autres)	2 523	2 711	2 597	2,9%	74	95,8%
Droits de douane (D.D)	12 812	15 019	14 747	15,1%	1 935	98,2%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	16 574	15 947	18 106	9,2%	1 532	113,5%
RECETTES NON FISCALES	40 627	54 148	35 920	-11,6%	-4 707	66,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 770	19 464	12 297	4,5%	527	63,2%
- Autres recettes	28 857	29 684	23 623	-18,1%	-5 234	79,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 211	3 300	3 603	12,2%	392	109,2%
Fonds de soutien des prix	341	600	383	12,3%	42	63,8%
Fonds spécial routier	2 870	2 700	3 220	12,2%	350	119,3%
RECETTES ORDINAIRES	269 434	312 721	275 116	2,1%	5 681	88,0%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	269 434	307 721	275 116	2,1%	5 681	89,4%